



Association sans but lucratif (loi du 1^{er} juillet 1901)

**Siège social : 2, boulevard Saint Martin
75010 PARIS**

N° de téléphone : 01 42 02 05 50

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022



P C A Conseils

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 – E.mail : pca@pca-conseils.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale en date du 13 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de 2 202 626,75 € et un résultat déficitaire de 224 262,27 € sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- Le point VII-A précise les mouvements sur les fonds propres intervenus entre fin 2021 et fin 2022,
- Le point VII-B précise la variation des fonds dédiés entre fin 2021 et fin 2022,
- Le point VII-C commente les mouvements des provisions pour risques et charges,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté au nom du Conseil et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 19 avril 2023.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 mai 2023

Le Commissaire aux comptes

Société PCA Conseils

Représentée par Monsieur Maxime OUANHON



BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

ACTIF

NATURE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	VALEUR NETTE	RAPPEL AU 31/12/2021
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	322 408,04	259 000,66	63 407,38	70 125,77
Concessions et droits similaires	14 335,20	14 335,20	-	-
Aménagement des bureaux	59 872,17	37 184,63	22 687,54	21 795,71
Matériel informatique	150 859,23	113 299,57	37 559,66	46 942,36
Mobilier de bureau	93 783,22	90 743,84	3 039,38	1 154,90
Matériel de bureau	3 558,22	3 437,42	120,80	232,80
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 695,73	-	35 695,73	34 215,44
Dépôts et cautionnements	35 695,73	-	35 695,73	34 215,44
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	358 103,77	259 000,66	99 103,11	104 341,21
STOCKS IMPRIMES	11 192,58	-	11 192,58	9 719,16
CREANCES DE FONCTIONNEMENT	363 905,02	-	363 905,02	319 438,51
Subventions et participations à recevoir	361 144,27	-	361 144,27	317 724,62
Autres créances	2 760,75	-	2 760,75	1 713,89
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00
DISPONIBILITES	1 175 590,23	-	1 175 590,23	1 502 486,10
Banque Crédit Mutuel	13 008,43	-	13 008,43	50 587,02
Livret Associatif Credit mutuel	1 162 581,80	-	1 162 581,80	1 451 899,08
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	52 835,81	-	52 835,81	146 785,54
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 103 523,64	-	2 103 523,64	2 478 429,31
TOTAL DE L'ACTIF	2 461 627,41	259 000,66	2 202 626,75	2 582 770,52

BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

PASSIF

NATURE	MONTANT AU 31/12/2022	RAPPEL AU 31/12/2021
FONDS PROPRES	842 017,57	842 017,57
Fonds de trésorerie	760 000,00	760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57	82 017,57
RESERVE POUR PROJET DE L'ENTITE	443 295,12	510 000,00
REPORT A NOUVEAU	282 866,02	250 680,95
RESULTAT DE L'EXERCICE	-224 262,27	-34 519,81
TOTAL FONDS PROPRES	1 343 916,44	1 568 178,71
FONDS DEDIES AUX ACTIONS D'ETUDES ET D'INFORMATIONS	32 280,00	115 677,00
PROVISION POUR RISQUES	50 000,00	-
PROVISION POUR CHARGES	385 757,00	464 332,00
PROVISION POUR FONDS DE DEPART EN RETRAITE	72 050,00	63 980,00
DETTES DE FONCTIONNEMENT COURANT	25 601,70	60 401,26
Fournisseurs	12 691,14	51 606,17
Fournisseurs, factures non parvenues	12 910,56	8 795,09
DETTES FISCALES ET SOCIALES	292 547,61	309 070,53
Rémunérations dues au personnel	375,01	7 100,87
Congés à payer	131 895,33	142 999,70
Urssaf	83 225,00	80 726,00
Retraite	34 508,04	26 105,75
Prévoyance	7 563,98	7 793,77
Mutuelle	7 175,25	7 330,44
Taxe sur les salaires	14 273,00	16 821,00
Formation continue	-	2 288,00
Prélèvements à la source	13 368,00	12 131,00
Etat, impôts	164,00	272,00
Org. Sociaux Charges à payer	-	5 502,00
AUTRES DETTES	474,00	1 131,02
TOTAL DES DETTES	318 623,31	370 602,81
TOTAL DU PASSIF	2 202 626,75	2 582 770,52

COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

EXERCICE 2022

CHARGES	Réel 2022	Réel 2021
CHARGES DE PERSONNEL	2 077 445,54	1 863 125,04
Appointements bruts	1 343 693,76	1 149 534,37
Salaires courants	1 321 914,98	1 163 446,38
Remboursement IJSS - Prévoyance	-	-22 798,60
Indemnités de départ et de congés payés	21 778,78	8 886,59
Prime de transport	11 844,00	11 292,95
Provision pour congés à payer	-6 945,45	22 084,20
Provision fonds de départ	8 070,00	-
Charges sociales et fiscales	720 783,23	680 213,52
. Cotisations sociales	333 299,92	300 168,18
. Cotisations chômage	51 138,56	47 527,18
. Cotisation retraite employés et cadres	101 845,49	88 328,84
. Médecine du travail	2 184,00	4 776,00
. Prévoyance et Mutuelle	48 311,21	45 547,31
. Tickets repas	31 225,02	28 602,15
. Taxe sur les salaires	120 758,43	103 491,06
. Formation continue	12 893,00	11 834,00
. Formation personnel	13 765,80	27 693,60
. Taxe Agefiph	11 995,00	6 193,00
. Provision sur indemnités de départ et de congés payés	-6 633,20	16 052,20
ACHAT DE PRESTATIONS ET DE FOURNITURES	723 660,61	564 535,98
Prestations sous traitées	717 099,64	552 376,95
. Frais de stage de formation	1 946,00	15 690,00
. Travaux d'imprimerie, brochures, documentation	54 273,34	41 243,59
. Actions spécifiques et informatiques	660 880,30	495 443,36
Fluides	3 819,84	4 057,09
Fournitures de bureau	2 741,13	8 101,94
SERVICES EXTERIEURS	249 578,84	243 295,35
Loyers et charges (bureaux)	188 822,08	186 218,05
Location matériel et logiciels	31 169,70	27 583,73
Entretien, réparations et maintenance	23 650,14	24 481,26
Assurances	5 936,92	5 012,31
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	284 000,30	331 526,10
Honoraires expert comptable	19 219,22	14 048,48
Honoraires CAC	7 468,40	7 200,00
Honoraires divers	13 165,60	20 755,69
Gestion paie	4 868,20	5 155,20
Annonces et insertions	1 486,80	1 009,47
Cadeaux aux membres	3 269,89	1 828,74
Frais de service bancaire, frais d'actes	799,88	733,46
Voyages et déplacements du personnel	2 386,73	2 493,38
Transports sur achats	175,39	30,48
Missions et réceptions	6 730,78	7 289,38
Réunions ADIL et OLL	39 032,98	27 287,50
Réunion direction	600,00	-
Colloques et congrès	457,00	-
Frais affranchissements	6 811,57	5 855,79
Frais téléphone	6 651,99	5 533,01
Documentation et base de données juridiques	168 658,34	207 301,85
Cotisations et dons	2 217,53	5 733,67
Frais de recrutement personnel	-	19 270,00
A REPORTER	3 334 685,29	3 002 482,47

COMPTES DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

EXERCICE 2022

CHARGES (suite)	Réel 2022	Réel 2021
REPORTS	3 334 685,29	3 002 482,47
IMPOTS ET TAXES	17 011,57	16 806,41
Impôts divers (TP)	372,00	368,00
Taxe foncière	4 517,57	4 385,15
Taxe bureau	11 958,00	11 781,26
Impôt sur produits de placement financier	164,00	272,00
PERTE SUR CREANCES IRRECOURABLES	-	-
DROIT D'AUTEUR ET REPRODUCTION	-	10 021,85
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	372 502,70	446 614,05
Dotation aux amortissements	21 001,70	21 368,05
Dotation aux provisions pour risques et charges	351 501,00	359 569,00
Dotation aux fonds dédiés d'actions d'études et d'informations	-	65 677,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 724 199,56	3 475 924,78
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 039,80	13 657,54
Charges exceptionnelles	5 039,80	13 657,54
TOTAL DES CHARGES	3 729 239,36	3 489 582,32

COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

EXERCICE 2022

PRODUITS	Réel 2022	Réel 2021
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATIONS	2 862 743,95	2 864 428,44
Collège I - Organismes publics et privés représentant les offreurs de biens et services concourant au logement	1 001 907,00	954 606,02
Collège II - Organismes représentant les consommateurs et les usagers	750,00	750,00
Collège III - Pouvoirs publics et organisations d'intérêt général	1 833 471,95	1 892 324,42
Collège IV - ADIL	17 415,00	16 748,00
Cotisation ADITIG	9 200,00	-
Actions spécifiques		
PRODUITS DES ACTIVITES - PARTICIPATIONS DES ADIL	150 383,32	199 157,77
Formations	7 649,57	165 912,64
Abonnements et documentation	49 573,74	21 378,48
Réunions	11 450,01	11 866,65
Rdv du réseau	81 710,00	-
PRODUITS ACCESSOIRES	12 073,49	11 796,14
PRODUITS FINANCIERS	682,72	1 135,07
REPRISE DE PROVISIONS	463 473,00	372 945,53
Fonds d'action d'études et d'informations	83 397,00	-
Fonds de départ en retraite	-	22 370,00
Risques et charges	380 076,00	350 575,53
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	3 489 356,48	3 449 462,95
PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 620,61	5 599,56
Produits exceptionnels	15 620,61	5 599,56
TOTAL DES PRODUITS	3 504 977,09	3 455 062,51
TOTAL DES CHARGES	3 729 239,36	3 489 582,32
RESULTAT DE L'EXERCICE	-224 262,27	-34 519,81
Dont :		
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-234 843,08	-26 461,83
RESULTAT EXCEPTIONNEL	10 580,81	-8 057,98

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022 dont le total est de 2 202 626,75 € et le compte de résultat dont le total des produits de fonctionnement est de 3 489 356,48 € dégagent un résultat déficitaire de 224 262,27 €. Le déficit de l'exercice s'explique par les charges engagées en 2022 pour un montant de 403 046,93 € au titre des projets de l'entité (Congrès 2022 et refonte des outils de reporting) pour lesquels des réserves ont été constituées au cours des exercices précédents pour un montant de 443 295,12 €.

L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes sont établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables du secteur associatif à but non lucratif.

I - PRESENTATION DE L'ANIL :

L'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) a été créée en 1975 sous l'impulsion des pouvoirs publics, pour contribuer à l'accès de tous à l'information, sur l'ensemble des thématiques liées au logement.

Centre de ressources des Agences départementales d'information sur le logement (ADIL), l'ANIL a pour mission de susciter la création des ADIL et d'apporter un appui permanent à leur fonctionnement en matière de documentation, d'information, de formation et d'études.

En tenant compte des spécificités locales, les ADIL apportent au public un conseil gratuit, neutre et personnalisé sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales relatives au logement et à l'urbanisme et leur proposent des solutions adaptées à leur situation personnelle.

II - LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif continue de s'appliquer.

III - LA METHODE DE BASE RETENUE pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IV - LES POINTS SUIVANTS PEUVENT ETRE PRECISES

a) Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Leurs amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, et selon les rythmes suivants :

- | | |
|--------------------------------|-----------|
| - Agencement des constructions | 10 ans |
| - Mobilier | 10 ans |
| - Autres matériels | 3 à 5 ans |

b) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.

c) Les créances d'exploitation à recevoir sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur au 31 Décembre est inférieure à la valeur comptable.

d) Les dépenses liées aux sites internet et extranet sont comptabilisées immédiatement en charges.

V - LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 n'a pas générée d'importantes modifications dans le fonctionnement de l'association :

La pérennité des financements n'a pas remis en cause la continuité de fonctionnement de l'association.

VI - FAITS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

VII - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**A - Tableau de mouvement des fonds propres**

	AU 01/01/2022	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2022
Fonds de trésorerie	760 000,00			760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57			82 017,57
Réserve pour projet de l'entité	510 000,00		-66 704,88	443 295,12
- Congrès 2022	400 000,00		-66 704,88	333 295,12
- Refonte des outils de reporting	110 000,00			110 000,00
Report à nouveau	250 680,95		32 185,07	282 866,02
Résultat de l'exercice	-34 519,81	-224 262,27	34 519,81	-224 262,27
TOTAL DES FONDS PROPRES	1 568 178,71	-224 262,27	0,00	1 343 916,44

En 2022, les dépenses nettes engagées au titre de :

- Congrès sont de 283 076,93 € (soit un coût de 364 786,93 € compensé à hauteur de 81 710,00 € par la participation des Adils).
- Refonte des outils de reporting sont 119 970 € (complétés par une dernière dépense de 4 290 € en 2023).

B - Etat des fonds dédiés inscrits au bilan

	AU 01/01/2022	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2022
Fonds dédiés actions d'études et d'informations	115 677,00		-83 397,00	32 280,00
- Carte des loyers	92 977,00		-60 697,00	32 280,00
- Extranet OLL	22 700,00		-22 700,00	

Les projets faisant l'objet de fonds dédiés sont :

- cartes des loyers : projet à finaliser en 2023
- extranet OLL : projet finalisé en 2022.

Le montant total de 32 280,00 € au 31/12/2022, est réservé pour contribuer au financement des actions d'études et d'informations qui se poursuivront en 2023.

C - Etat des provisions inscrits au bilan**. Provision pour indemnités de retraite**

La méthode de calcul retenue prend en compte les recommandations du réseau ANIL/ADIL qui fixe une indemnité de départ volontaire à la retraite plus favorable que l'indemnité légale.

Ces engagements sont déterminés en tenant compte:

- de la capitalisation des salaires et de l'indemnité à verser aux salariés selon les modalités prévues par les recommandations du réseau ANIL/ADIL
- d'un taux de probabilité de vie de 97%,
- d'une actualisation des indemnités dues au moment du départ à la retraite par un taux tenant compte de l'inflation (1% au 31 décembre 2022) et du turn-over moyen du personnel par service.

. Provision pour litiges

La provision pour litiges a été dotée pour un montant de 50 000 €.

Un litige a été engagé devant les prud'hommes par une ancienne salariée.

. Provision pour charges

Une provision pour charges figure au 31 décembre 2022 pour un montant de 316 807,00 € au titre de la collecte et du traitement des données OLL. Elle est dotée en vue de faire face aux charges d'exploitation restant à engager en vue de la finalisation des opérations de collecte et de traitement des données relatives à l'Observatoire des Loyers.

Autres provisions pour charges au titre de travaux à finaliser en 2023 :

Outils juridiques	60 200,00 €
Projet de convention collective	8 750,00 €

La provision pour indemnité de licenciement dotée à hauteur de 113 000 € en 2021 au titre d'une procédure finalisée en début d'année 2022 a été reprise au 31/12/2022.

	AU 01/01/2022	Dotations	Reprise	AU 31/12/2022
Provision pour indemnités de retraite	63 980,00	8 070,00	-	72 050,00
Provision pour risques	-	50 000,00		50 000,00
Provision pour charges	464 332,00	301 501,00	-380 076,00	385 757,00
TOTAL	528 312,00	359 571,00	-380 076,00	507 807,00

D - Etat de l'actif immobilisé

VALEURS BRUTES	AU 01/01/2022	ACQUISITIONS 2022	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Concessions et droits similaires	14 335,20	-	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	53 437,34	6 434,83	-	59 872,17
Matériel informatique	145 685,93	5 173,30	-	150 859,23
Mobilier de bureau	91 108,04	2 675,18	-	93 783,22
Matériel de bureau	3 558,22	-	-	3 558,22
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Dépôts et cautionnements	34 215,44	1 480,29	-	35 695,73
TOTAUX	342 340,17	15 763,60	-	358 103,77

VALEURS AMORTIES	AU 01/01/2022	DOTATIONS 2022	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Concessions et droits similaires	14 335,20	-	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	31 641,63	5 543,00	-	37 184,63
Matériel informatique	98 743,57	14 556,00	-	113 299,57
Mobilier de bureau	89 953,14	790,70	-	90 743,84
Matériel de bureau	3 325,42	112,00	-	3 437,42
TOTAUX	237 998,96	21 001,70	-	259 000,66

E - Echéances des créances et des dettes

NATURE	TOTAL	- 1 an	à plus d'un an
CREANCES			
Dépôts et cautionnements	35 695,73	-	35 695,73
Subventions et participations à recevoir	361 144,27	361 144,27	-
Autres créances	2 760,75	2 760,75	-
Charges constatés d'avance	52 835,81	52 835,81	-
TOTAL DES CREANCES	452 436,56	416 740,83	35 695,73
DETTES			
Dettes de fonctionnement courant	25 601,70	25 601,70	-
Dettes fiscales et sociales	292 547,61	292 547,61	-
Autres dettes	474,00	474,00	-
TOTAL DES DETTES	318 623,31	318 623,31	-

F - Ventilation des produits de fonctionnement et des produits financiers

- Subventions et participations	2 862 743,95
- Produits des activités	150 383,32
- Produits accessoires	12 073,49
- Produits financiers	682,72
- Reprise de provisions autres	380 076,00
- Reprise de fonds dédiés	83 397,00
- Reprise de départ en retraite	-

TOTAL DES PRODUITS**3 489 356,48****G - Autres engagements :**

. Rémunération des cadres dirigeants :

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat, aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

Dans la mesure où il n'y a qu'un seul cadre de direction au sein de l'association, la rémunération ne sera pas communiquée, car cela reviendrait à donner une information individuelle.

. Honoraires du commissaires aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent, pour l'année 2022, à 7 468,40 € TTC. Ces honoraires ne concernent que le contrôle légal des comptes.

H - AUTRES INFORMATIONS :

. Effectif du personnel en 2022 : 25,87 (équivalent temps plein)